

Déclaration au CTSD du 13 décembre 2011

Monsieur l'Inspecteur d'académie,

Ce premier CTSD marque une évolution du rôle des représentants du personnel qui bouleversera sans doute les habitudes.

Notre représentativité découle désormais d'un scrutin direct, l'élection au CTA, cela ne peut que nous réjouir. Par contre, le remplacement du « P » par un « S » dans l'acrostiche qui désigne notre instance nous satisfait beaucoup moins. L'abandon de toute référence au paritarisme nous inquiète, car il risque de limiter singulièrement le rôle des délégués du personnel.

Nous veillerons plus que jamais à défendre, dans ce cadre, les intérêts de nos collègues et la place de l'Ecole Publique.

Les élections professionnelles sont désormais derrière nous, nous ne reviendrons pas sur leur mode d'organisation, si ce n'est pour déplorer la chute de la participation, malgré les efforts d'explications que nous avons menés auprès de nos collègues, malgré l'investissement des services pour que les choses se passent au mieux, si ce n'est pour regretter que certains de nos collègues aient été privés de leur droit de vote .

L'ordre du jour nous invite à tirer le bilan de la rentrée 2011. Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, en visite à Béziers, s'est déclaré satisfait de cette rentrée sur le plan technique. Nous ne partageons pas son analyse.

La rentrée 2011 avait été préparée en prévoyant 700 élèves de plus dans le premier degré, dans l'Hérault. Nous en avons accueilli plus de 1000. Pour retrouver les conditions de la rentrée 2010, et en oubliant les suppressions des 15 surnuméraires, des postes de RASED et des postes de remplaçant, il aurait fallu recevoir une dotation minimale de 13 emplois supplémentaires.

Dans le second degré aussi les prévisions sont dépassées par la réalité, nous attendions 40971 élèves, nous en avons reçu 41204, soit 233 élèves de plus. Là aussi, ce sont des professeurs qui manquent pour maintenir les taux d'encadrement.

Dans 6 collèges de l'Hérault, l'effectif moyen par division dépassait 28 élèves à la rentrée. Il dépassait même 30 élèves au collège Clémence Royer ! Faire plus avec moins, voilà le défi que doivent affronter nos collègues.

Les enseignants de l'Hérault, confrontés à des effectifs alourdis, à des conditions de travail dégradées, bien souvent à des élèves en souffrance issus de familles malmenées par la crise, ont le moral au plus bas.

La réforme de l'évaluation n'est pas vraiment le signe qu'ils attendaient comme encouragement !

Le mode d'inspection en usage actuellement ne nous satisfaisait pas vraiment et méritait une évolution. Mais imposer un modèle d'évaluation normatif, sans négociation avec les organisations syndicales, témoigne du peu de cas que le ministre fait des personnels enseignants.

Ce projet, qui gomme la dimension pédagogique de l'inspection dans le second degré, qui conforte une forme de gestion autoritaire des personnels, conduit surtout à un ralentissement de nos carrières et à une baisse organisée du pouvoir d'achat des enseignants, lesquels n'ont, depuis plusieurs années, que la perspective d'une promotion pour maintenir leur niveau de rémunération.

Les enseignants français sont parmi les plus mal payés d'Europe. Le geste du ministre en direction des débuts de carrière ne changera la donne qu'à la marge, il faut bien redonner un peu d'attrait à nos métiers en déshérence. Pour 85 % des enseignants, les salaires demeurent bloqués et les promotions vont ralentir.

L'école publique est malmenée, les enseignants privés de perspectives. Nous le disons, il faut que ça change ! Nous le redirons jeudi dans la rue, avec nos collègues en grève pour combattre et mettre en échec le projet d'évaluation porté par le ministre.

Claude Lassalvy Secrétaire départemental Unsa Education 34